

[Texte]

I have found somewhat strange two of the things you have dwelt on: one, you said Canada has one of the best health care systems in the world today and then you also went to some length to tell us that life expectancy in Canada was increasing at a greater rate than in most other countries; having told us that all is right with the world in Canada, you then proceeded at great length to tell us what is wrong.

Unfortunately, I feel—and I have said this to many groups such as yours—that you fail to come to grips with the problem of this committee. We have to look not at whether or not there are adequate funds being made available at the federal level, but whether there are adequate funds in total from two, and sometimes three, levels of government. I looked at your recommendations. I would like at some time an explanation of how you arrive at the 8.2 per cent of the Gross National Product, which you use there, which is lower in 1985 than the figure in the United States in 1981. I do not know too much about what you mean in recommendation 5; but I will leave that—presumably that will come out in the answers.

• 1120

What I want to deal with is the question that I have been putting to so many groups that have appeared before this committee: Do you outline what you feel has to be done? You say the problem is money, but you do not indicate how you feel the federal government should use its fiscal power to ensure the objective of the CMA.

You praise the federal government—in fact, on one occasion you mentioned a figure of \$40 billion, I believe—for their financial participation. I can only assume from that that it is a backhanded criticism of the provincial governments for not doing their part. In your brief, you make it quite apparent that you recognize the primary responsibility at the provincial level, but nowhere have I read an indication of how you suggest that the federal government should intervene other than to provide more funds.

I would like to ask you the question that bothers me most. At the moment, we have a system of block funding. You have not suggested that we change from block funding to shared cost, as we presently do in the case of social services, welfare payments. Do you propose that we increase the amount of block funding? Should we apply any conditions? If the provinces are not prepared to agree to the conditions on the spending of the additional federal funds, should we cut off the funds?

You acknowledge that it is a provincial jurisdiction. Do you suggest, on this day when we are discussing respective provincial and federal powers and responsibilities, that we do any more than we have done in trying to encourage the provincial governments by the transfer of these huge sums of moneys—

[Traduction]

notre comité ne sont pas tout à fait ignorants des problèmes existants.

J'ai été quelque peu surpris par deux des points que vous avez développés: en premier lieu, vous avez dit que le Canada disposait aujourd'hui de l'un des meilleurs systèmes médicaux du monde et vous avez même ajouté, détails à l'appui, que l'espérance de vie augmente plus vite au Canada que dans la plupart des autres pays; cependant, après nous avoir dit que tout était pour le mieux dans le meilleur des Canada, vous nous avez brossé un tableau tout aussi détaillé des carences de notre système.

Je regrette de devoir vous dire, comme je l'ai fait à de nombreuses délégations qui ont comparu devant notre comité, que vous n'abordez pas vraiment le problème. Il ne s'agit pas tant de nous demander si le gouvernement fédéral accorde ou non suffisamment de fonds, que de déterminer si les deux et même les trois paliers de gouvernement accordent un financement suffisant à notre système médical. J'aimerais que vous nous expliquiez comment vous en arrivez au pourcentage de 8.2 p. 100 de notre produit national brut en 1985, alors que ce pourcentage sera inférieur à celui des États-Unis en 1981. Je n'ai pas très bien saisi la portée de votre recommandation n° 5, mais sans doute serai-je bientôt éclairé par vos réponses.

Je voudrais en arriver à la question que j'ai déjà posée à un grand nombre de délégation qui ont témoigné devant notre comité: est-ce que vous proposez une solution et si oui, laquelle? Vous dites que le problème c'est la carence du financement, mais vous ne nous dites pas comment, selon vous, le gouvernement fédéral devrait faire usage de ses pouvoirs fiscaux afin d'atteindre les objectifs fixés par l'AMC.

Je vois même que dans votre exposé, le gouvernement fédéral a droit à des éloges pour sa contribution de 40 milliards de dollars, sauf erreur de ma part. dois-je en conclure qu'il s'agit là d'une critique détournée à l'endroit des gouvernements provinciaux à qui vous reprochez sans doute de ne pas faire leur part? Vous reconnaissez très clairement, dans votre mémoire, que ce sont les provinces qui portent l'essentiel de la responsabilité en la matière, mais vous ne suggérez nulle part de modalité d'intervention de la part du fédéral, sinon pour renflouer les caisses.

Permettez-moi de vous poser une question qui me préoccupe beaucoup. Pour le moment, nous appliquons un système de financement par tranches. Vous n'avez pas proposé que l'on abandonne ce système au profit de programmes à frais partagés, comme c'est le cas en ce moment pour les prestations de bien-être social. Est-ce que vous souhaitez que l'on augmente le montant du financement par tranches? Faudrait-il que l'on assortisse l'aide de certaines conditions? Et si les provinces ne sont pas disposées à satisfaire à ces conditions, faut-il que le gouvernement fédéral suspende ses subventions?

Vous reconnaissez la responsabilité provinciale dans le domaine médical. Puisque nous sommes en pleine période de pourparlers quant aux responsabilités et aux pouvoirs respectifs du gouvernement fédéral et des provinces, souhaitez-vous que nous allions au-delà de ce que nous avons fait en